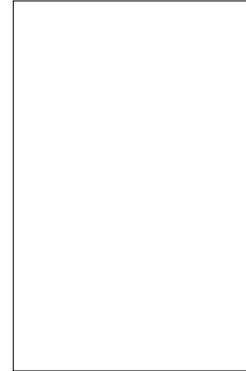


CHRONIQUE D'UNE ÉPICERIE- BUVETTE CAPVERDIENNE

La dure terre du Cap-Vert a poussé les insulaires à chercher ailleurs les moyens de mettre en valeur leur "sens inné du commerce". Après le Portugal, Rui s'est installé à Marseille où, comme la plupart des Capverdiens, il exerce différents métiers, y compris au sein même de ses "épicerie-buvettes". Cette forme de commerce difficilement qualifiable, bien connue dans l'archipel, semble particulièrement prisée par les émigrés capverdiens, comme le montre l'histoire de Rui.



Rui est capverdien et, selon un discours essentialiste bien connu, il aurait "*le commerce dans le sang*", "*le don pour le commerce*". Dans les années soixante, ses parents tenaient une épicerie à l'intérieur de l'île de Santiago. À cette époque, ce genre d'établissement proposait tous les produits utiles à la population rurale, presque exclusivement importés du Portugal : outillage, vêtements, droguerie, alimentation. Dans la période qui a suivi l'indépendance, les épicerie vendaient plutôt des biens de première nécessité (alimentation, hygiène) ainsi que des boissons alcoolisées (essentiellement du rhum produit localement). Aujourd'hui, la gamme des produits vendus par ces établissements, en même temps que leur origine, s'est considérablement élargie.

Très tôt, Rui participe au commerce de ses parents et il n'a pas douze ans quand un de leurs amis veut l'embaucher comme colporteur ; sa mère refuse en raison de son jeune âge. Au moment de l'indépendance, en 1975, Rui a dix-neuf ans et comme beaucoup de ses compatriotes, il émigre et s'installe au Portugal. En raison des liens privilégiés entretenus avec l'ancienne puissance coloniale (de nombreux Capverdiens ont choisi la nationalité portugaise au moment de l'indépendance), de la facilité due à une langue commune et des réseaux familiaux ou professionnels, le Portugal est la première destination des Capverdiens en Europe. Rui travaille dans une usine tout en continuant à aider son père, lui aussi émigré, qui tient un commerce dans la banlieue de Lisbonne. En 1980, après cinq années passées en usine dans la capitale portugaise, il y devient marchand ambulancier, écoulant poisson et produits d'épicerie. Deux ans plus tard, "*la recherche d'une vie meilleure*" le pousse à entrer clandestinement en France. Il travaille dans la région parisienne comme maçon,

par **Gilles Petit de Mirbeck**,
socio-économiste,
consultant
en développement

essentiellement pour des patrons portugais recourant à une main-d'œuvre capverdienne, même en situation illégale, sous prétexte que *“les Capverdiens ont la réputation d'être de bons travailleurs et de ne pas faire d'histoires”*. En 1984, apprenant que la régularisation des titres de séjours serait plus aisée à Marseille, il décide de s'y installer. Il se met en ménage avec une Française avec laquelle il a un enfant ; cette nouvelle configuration familiale facilitera l'obtention d'une carte de séjour.

LE CAP-VERT, DE LA TRAITE À L'ÉMIGRATION

Ancienne colonie portugaise, l'archipel du Cap-Vert est constitué de dix îles situées dans l'océan Atlantique, à 450 kilomètres du cap sénégalais dont il tirerait son nom. Au carrefour des routes maritimes entre l'Europe, l'Afrique et l'Amérique, il fut, entre le XVI^e et le XVII^e siècle, une plaque tournante du commerce triangulaire, son économie essentiellement commerciale étant basée sur la traite des esclaves et la vente de produits agricoles. La fin du monopole de la traite entraîna un isolement du pays qui vécut alors difficilement d'une agriculture très aléatoire. En dehors de la pêche, le Cap-Vert a très peu de ressources naturelles et les sécheresses qui sévissent régulièrement dans le Sahel voisin frappent lourdement cet archipel. On estime ainsi à plus 50 000 le nombre de Capverdiens morts de faim entre 1940 et 1950. L'émigration a constitué très tôt une échappatoire pour une grande partie de la population. Dès le XIX^e siècle, les baleiniers américains recrutèrent des Capverdiens pour leurs équipages et ils furent nombreux à travailler comme saisonniers dans la cueillette des myrtilles sur la côte est des États-Unis.

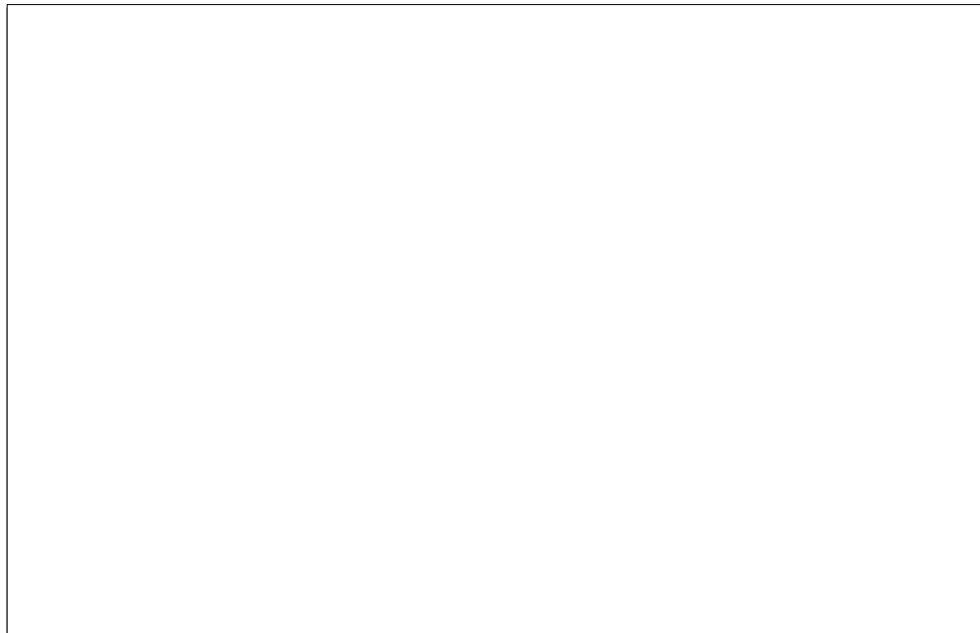
L'indépendance, obtenue en 1975 après une lutte de libération, conduisit au pouvoir une équipe préoccupée de justice sociale. Le gouvernement lança de nombreux chantiers (construction de routes, reboisement, lutte contre l'érosion, maîtrise de l'eau) ainsi qu'une réforme agraire pour fournir du travail et fixer une population rurale durement touchée par la sécheresse. Par ailleurs, la constitution d'une flotte aérienne et navale permit le désenclavement des îles entre elles ainsi que du Cap-Vert par rapport au reste du monde. Les différents projets réalisés par les gouvernements successifs et les capitaux investis dans les différents secteurs économiques, notamment par des Capverdiens émigrés, ont permis au pays d'atteindre un certain niveau de développement. Cependant, les aléas climatiques continuent de peser lourdement sur une population essentiellement rurale n'ayant pas d'autre porte de salut que l'émigration.

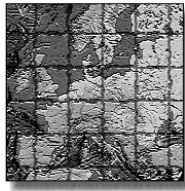
Selon les responsables associatifs, la plupart des Capverdiens installés à Marseille travaillent dans le secteur du bâtiment. Il est vrai qu'au Cap-Vert, tous les ruraux ont une double activité ; ils se disent volontiers "*pedreiro*", c'est-à-dire maçons, tout en étant agriculteurs ou pêcheurs. Un CAP obtenu au Portugal et une certaine expérience permettent à Rui d'être embauché comme ouvrier spécialisé dans une entreprise de travaux publics. Plus tard, en 1991, il monte sa propre entreprise, liée à la construction civile et spécialisée dans la plâtrerie.

UN ENTREPRENEUR MULTIDISCIPLINAIRE

Tout en continuant cette activité, Rui ouvre sa première "épicerie-buvette" dans le sixième arrondissement de Marseille, pour une clientèle essentiellement communautaire. Très semblable à ceux qui existent au Cap-Vert, cet établissement a la particularité de vendre des produits provenant essentiellement des pays lusophones et d'y associer une activité "buvette". Les vins, bières et alcools, la biscuiterie, l'huile d'olive, les conserves de sardines, les produits secs – morue, charcuterie – proviennent du Portugal. Le rhum (*aguardente* de Santo Antão), les conserves de thon, les *bolachas*, biscuits qui servaient autrefois à l'alimentation des marins sur les navires en raison de leur longue durée de conservation, et le maïs pilé, prêt à être utilisé pour la préparation de la *cachupa*, plat tra-

Commerce "exotique"
à Noailles.





*De nombreux Capverdiens
se rendent à Noailles
après le travail pour fréquenter
les associations et les épiceries-buvettes,
ou se retrouver entre jeunes
sur une petite place
de la rue d'Aubagne.*



ditionnel capverdien, sont exportés du Cap-Vert. Louant un camion à Marseille (3 000 francs pour la semaine), Rui part s'approvisionner au Portugal. Son séjour et ses activités dans ce pays lui ont permis de connaître et de travailler avec plusieurs grossistes auprès desquels il effectue ses achats de produits portugais. En quantités

plus réduites, les produits capverdiens sont achetés auprès de commerçants insulaires assurant la navette entre les îles et Lisbonne ou bien sont rapportés dans les bagages d'amis ou de membres de la famille. D'autres produits d'origine espagnole ou italienne, achetés directement dans ces pays par Rui, complètent l'offre.

À l'arrière de l'épicerie, une salle est réservée à la consommation de boissons sur place. Après leur travail et pendant les week-ends, les Capverdiens s'y retrouvent pour boire un verre, jouer aux cartes, échanger les nouvelles du pays. L'activité du bar semble plus rentable que celle de l'épicerie ; le chiffre d'affaires s'élève jusqu'à 3 000 francs pendant les fins de semaine. Rui n'a pas de licence. Très animé, son bar est parfois ouvert jusqu'à quatre heures du matin. *"S'il y a du bruit, c'est qu'il y a du monde"*, considère le maître des lieux, qui voit là un signe patent de réussite commerciale. Mais le bruit entraîne des conflits avec le propriétaire du local et le voisinage. Les bonnes relations de Rui avec des policiers, responsables du secteur, lui permettent de continuer son activité sans problème. Son chiffre d'affaires brut mensuel varie de 4 000 à 30 000 francs. Les marges bénéficiaires sont très faibles : *"Un produit acheté 10 francs est revendu de 20 à 25 francs."* Rui ajoute au prix du produit le coût du transport, le manque à gagner d'une semaine de travail, estimé à 3 000 francs, et les frais du séjour au Portugal.

Après cinq ans d'exploitation, trouvant son épicerie trop isolée, Rui la revend à un Antillais. Tout en continuant son activité de maçon, il ouvre en 1995 un commerce du même genre dans le I^{er} arrondissement. Cet établissement est situé dans le voisinage de Noailles, quartier où sont installées deux associations capverdiennes, celle des *Badios*, surnom donné aux habitants de l'île de Santiago, et celle de Santo Antão, île située au nord de l'archipel et réputée pour son rhum. De nombreux Capverdiens résident dans les quartiers voisins, notamment dans le II^e arrondissement, et se rendent à Noailles après le travail pour fréquenter les associations

et les épiceries-buvettes, ou se retrouver entre jeunes sur une petite place située dans la rue d'Aubagne. Dans l'épicerie se succèdent au fil des heures un employé, Rui et sa femme. Commenant à "*payer trop d'impôts*", Rui cède cette épicerie à un Marseillais trois ans plus tard.

DES PROJETS POUR "ICI" ET POUR "LÀ-BAS"

Rui s'est récemment associé à Bernardo, un compatriote, par ailleurs maçon comme lui, pour ouvrir une troisième épicerie-buvette. Ils partent à tour de rôle s'approvisionner au Portugal. Mais Rui n'est pas totalement satisfait de ce partenariat : la femme de Bernardo, qui tient la boutique dans la journée, vient juste d'arriver de l'île de Santiago ; elle n'est pas expérimentée et ne connaît pas les produits portugais.

Début 1999, Rui a rencontré Josefa et ils ont décidé d'unir leurs vies et leurs projets. Capverdienne, Josefa se veut elle aussi commerçante dans l'âme : "*Le sens du commerce est inné en moi.*" Ses parents tenaient une épicerie à l'intérieur de Santiago ; ils y vendaient également des boissons alcoolisées et le samedi on y dansait *funanas* et *coladeiras* accompagnées par des musiciens de l'île. Aînée de cinq enfants, elle a participé dès son plus jeune âge à l'activité familiale. Comme Rui, elle a cumulé salariat et commerce, d'abord au Cap-Vert, où elle a été institutrice dans une ville accueillant deux fois par semaine une grande foire. Josefa faisait venir de sa région des produits agricoles (bananes, manioc) et les revendait sur le marché, ce qui lui a permis de faire vivre ses enfants et ses frères et sœurs plus jeunes, le salaire d'institutrice étant peu élevé et payé le plus souvent en retard. À la mort de son père, elle a revendu "*contre son gré*" l'épicerie familiale, son père ayant eu plusieurs enfants de femmes différentes et tous réclamant leur part d'héritage. En 1983, avec la vente d'un terrain complétée par des dons ou des prêts de familiers, elle obtient les fonds nécessaires à l'achat d'un billet d'avion pour le Portugal. Elle y résidera durant seize ans. En 1987, elle passe son permis de conduire et cumule à nouveau activité salariée à responsabilité et commerce. Elle utilise le véhicule qu'elle a acheté pour aller s'approvisionner en Espagne en confiserie et en produits de beauté qu'elle revend au porte-à-porte à Lisbonne.

S'inspirant d'exemples lyonnais, Rui et Josefa ont décidé de s'associer pour ouvrir un entrepôt de vente en gros de "produits exotiques" portugais et capverdiens, afin d'approvisionner les épiceries

communautaires et de démarcher les grandes surfaces des Bouches-du-Rhône. Ils élaborent également des projets “là-bas” et ont entrepris la construction d’une maison et d’un bar-épicerie-restaurant à Pedra Badejo, ville natale de Josefa, dans l’île de Santiago.

Aucune alternative à l’épicerie-buvette ne semble envisagée par les commerçants capverdiens, si ce n’est une tentative de contrôle de la filière en amont. *Ethnic business*, commerce de proximité au service de tous ou encore commerce exotique, comment qualifier cette activité ? À partir de ces récits de vie, une étude plus approfondie de la présence capverdienne en France, prenant en compte les relations entretenues avec la société civile et les autres communautés migrantes, apporterait sans doute un éclairage complémentaire. ★



DES ÉMIGRÉS PRESQUE AUSSI NOMBREUX QUE LES INSULAIRES

Aujourd’hui, la communauté capverdienne émigrée est principalement installée aux États-Unis, en Europe (Portugal, Hollande, France, Italie) et en Afrique, non seulement dans les anciennes colonies portugaises mais également au Sénégal. Les migrants capverdiens implantés aux États-Unis sont estimés à plus de 350 000... alors que le Cap-Vert comptait 369 000 habitants au dernier recensement de 1990. En 1998, la population totale résidente au Cap-Vert était estimée à 392 000 habitants, selon *Internet presse francophone internationale*.

Entre 15 000 et 17 000 Capverdiens résident en France (Michel Lesourd, *État et société au Cap-Vert*, Karthala, Paris, 1996), dont 500 à 2 000 installés dans la région marseillaise, selon les responsables des différentes associations les regroupant. La préfecture des Bouches-du-Rhône comptait 557 Capverdiens en résidence dans ce département au 31 décembre 1997, dont 166 hommes, 205 femmes et 186 enfants. Selon les mêmes données, ils représentaient 10 % des Africains résidant dans le département. Ils proviennent de différentes îles, comme en témoignent leurs associations, mais plus spécialement de la principale île de l’archipel, Santiago, essentiellement agricole et qui abrite Praia, la capitale.